

Strasbourg et Paris, le 10 janvier 2024

Performance énergétique du logement et consommation d'énergie

Grâce aux données bancaires anonymes sur la consommation énergétique des logements de près de 180 000 ménages, Crédit Mutuel Alliance Fédérale et le Conseil d'analyse économique publient une étude inédite sur le lien entre diagnostic de performance énergétique (DPE) et consommation réelle d'énergie.

Alors que les dépenses énergétiques des logements représentent 12 % des émissions de CO₂, plus de 500 000 rénovations doivent être réalisées chaque année pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Des travaux qui sont d'autant plus nécessaires que plus d'un Français sur quatre déclare souffrir du froid en hiver¹.

Dans ce contexte, les politiques publiques du logement s'appuient sur le diagnostic de performance énergétique (DPE) pour inciter les propriétaires à rénover. Habiter un logement bien noté conduit toutefois en pratique à une baisse de la consommation d'énergie bien plus faible qu'escompté, même si le DPE n'a pas vocation à modéliser la consommation réelle mais bien la performance des logements. En outre, il est essentiel de prendre en compte la réponse comportementale pour quantifier les gains attendus d'une rénovation.

Au-delà de la nécessité de fiabiliser le DPE, l'étude démontre que les ménages doivent être mieux accompagnés pour devenir de véritables acteurs de la sobriété de leurs logements, même lorsque ces derniers disposent d'un haut niveau de performance énergétique.

Grâce à l'exploitation de ces données originales Jeanne Astier et Ariane Salem du CAE, Gabrielle Fack de Paris Dauphine et du CAE ainsi que Julien Fournel et Flavie Maisonneuve d'Euro-Information, filiale technologique de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, apportent un éclairage inédit sur l'enjeu de la rénovation énergétique des bâtiments.

Pour **Camille Landais**, Président délégué du Conseil d'analyse économique : « L'apport des données bancaires anonymes des clients de Crédit Mutuel Alliance Fédérale et l'expertise des chercheurs de sa filiale technologique Euro-Information ont constitué des ressources inestimables pour mener cette étude pionnière. Elle apporte un éclairage inédit pour renforcer la pertinence de la politique publique environnementale du logement ».

Pour **Nicolas Théry**, président de Crédit Mutuel Alliance Fédérale : « Alors que le monde avance vers un réchauffement à + 3°C et que le mal-logement est un fléau qui fracture notre société, la rénovation énergétique est un défi qu'il est impératif de relever. Pour y parvenir, notre ambition ne se limite pas à accompagner nos clients et sociétaires mais à faire œuvre utile comme le démontre notre partenariat scientifique avec le Conseil d'analyse économique ».

Le DPE : des écarts entre la théorie et la pratique

Le DPE est un outil qui estime la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ des logements. Chaque logement se voit attribuer une étiquette allant de A (la classe la plus performante) à G (la moins performante et la plus énergivore).

L'étude confronte pour la première fois la théorie et la pratique. Si on observe bien une consommation d'énergie d'autant plus importante que le logement est moins performant, l'écart entre un logement A/B et un logement G est six fois plus faible qu'escompté. En effet, les occupants des bâtiments les plus performants consomment davantage de kWh par m² (de l'ordre de + 80 % par rapport à la consommation prédite par le DPE), à l'inverse des moins bien pourvus qui sont en réalité plus sobres (de l'ordre de - 50 %).

Pour les bâtiments de plus de 80 m², les écarts entre les logements moins bien notés (au-delà de l'étiquette C) ne sont pas significatifs. A titre d'illustration, les occupants d'un logement G de 100 m² consomment en moyenne moins que les habitants d'un logement D.

Aider les ménages à devenir de véritables acteurs de la sobriété de leurs logements

Au-delà du besoin de fiabiliser encore davantage la méthode de calcul du DPE, l'étude démontre que les deux tiers de l'écart entre la théorie et la pratique relèvent des comportements des occupants des logements.

Alors que les habitants des passoires thermiques consomment moins qu'anticipé, sans doute en raison de leurs contraintes budgétaires notamment pour les plus modestes, les efforts doivent concerner tous les ménages. Par exemple, la surconsommation des 5 % les plus aisés correspond à un saut de deux classes énergétiques du DPE.

Au-delà des actes de rénovation, par exemple le remplacement d'une chaudière fonctionnant aux énergies fossiles par un équivalent moins carboné ou la réalisation de travaux d'isolation, les ménages doivent donc être accompagnés pour qu'ils deviennent de véritables acteurs de la sobriété. Adopter des comportements écoresponsables, même lorsque l'on réside au sein d'un logement qui dispose d'un haut niveau de performance énergétique est la condition cardinale pour que les travaux de rénovation énergétique permettent réellement de réduire les émissions de CO₂.

Un partenariat scientifique de long terme entre Crédit Mutuel Alliance Fédérale et le CAE

Prolongement d'un partenariat scientifique historique initié entre Crédit Mutuel Alliance Fédérale et le Conseil d'analyse économique, cette étude offre une analyse inédite sur la consommation énergétique des bâtiments.

Ce travail pionnier repose sur l'analyse strictement anonymes des données bancaires de 178 110 ménages clients de Crédit Mutuel Alliance Fédérale sur la période allant de mars 2022 à février 2023 sur les seuls systèmes d'information sécurisés de Crédit Mutuel en France. Ces informations ont été appariées avec la base de données publiques de l'ADEME pour les DPE réalisés avec la méthode 3CL.

Par cette démarche, Crédit Mutuel Alliance Fédérale, première banque à disposer de la qualité d'entreprise à mission, démontre son engagement à contribuer à bâtir un monde plus juste et plus durable.

¹ 26 % des Français déclarent avoir souffert du froid au cours de l'hiver 2022-2023 pendant au moins 24 heures d'après le tableau de bord 2023 de l'Observatoire national de la précarité énergétique.

Contact presse

Conseil d'analyse économique :

Hélène SPOLADORE - 01 42 75 77 47 - 07 88 87 55 44 - helene.spoladore@cae-eco.fr

Crédit Mutuel Alliance Fédérale :

Aziz RIDOUAN - 06 01 10 31 69 - aziz.ridouan@creditmutuel.fr

Direction de la communication corporate - 03 88 14 84 00 - com-alliancefederale@creditmutuel.fr

À propos du Conseil d'analyse économique

Placé auprès du Premier ministre, le Conseil d'analyse économique a pour mission d'« éclairer, par la confrontation des points de vue et des analyses, les choix du gouvernement en matière économique ». Il est composé d'économistes universitaires et de chercheurs reconnus, et réalise en toute indépendance ses travaux qu'il rend publics. Les opinions exprimées dans les publications du CAE sont celles de leurs auteurs et n'engagent ni le Conseil, ni le Président délégué, ni, bien entendu, le Premier ministre.

Retrouvez les publications du CAE sur www.cae-eco.fr

À propos d'Euro-Information

Euro-Information est la Filiale Technologique du Crédit Mutuel. Euro-Information gère les Systèmes d'Information de 16 fédérations du groupe Crédit Mutuel, ainsi que ceux du CIC et de l'ensemble des filiales exerçant des métiers financiers, d'assurances, d'immobilier, de crédits à la consommation, de banque privée, de financement, de téléphonie et technologiques.

Avec près de 4 000 collaborateurs, Euro-Information propose aux salariés et aux clients de la banque une technologie de pointe, assortie d'un haut niveau de sécurité et de protection des données personnelles. Euro-Information maîtrise en interne l'ensemble des technologies et réalise les développements nécessaires aux entités du groupe Crédit Mutuel.

Plus d'informations sur e-i.com

À propos de Crédit Mutuel Alliance Fédérale

Bancassureur de premier plan en France avec 77 000 collaborateurs au service de près de 31 millions de clients, Crédit Mutuel Alliance Fédérale propose une offre multiservice à une clientèle de particuliers, de professionnels de proximité et entreprises de toutes tailles, via près de 4 500 points de vente.

Crédit Mutuel Alliance Fédérale regroupe les caisses de Crédit Mutuel des fédérations Centre Est Europe (Strasbourg), Sud-Est (Lyon), Ile-de-France (Paris), Savoie-Mont Blanc (Annecy), Midi-Atlantique (Toulouse), Loire-Atlantique et Centre Ouest (Nantes), Centre (Orléans), Normandie (Caen), Dauphiné-Vivarais (Valence), Méditerranéen (Marseille), Anjou (Angers), Massif Central (Clermont-Ferrand), Antilles-Guyane (Fort-de-France) et Nord Europe (Lille).

Crédit Mutuel Alliance Fédérale regroupe également la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) et l'ensemble de ses filiales, notamment le CIC, Euro-Information, les Assurances du Crédit Mutuel (ACM), TARGOBANK en Allemagne, Cofidis, Beobank en Belgique, la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM), la Banque Transatlantique, Banque de Luxembourg et Homiris.

Plus d'informations sur creditmutuelalliancefederale.fr